



COMMUNIQUE DE PRESSE

La Roche-sur-Foron, le 4 avril 2019,

de SYLVIANE NOEL

Sénatrice de la Haute-Savoie

Sylviane NOEL se réjouit que le Sénat sécurise l'actionnariat des Sociétés Publiques Locales (SPL) et des Sociétés d'Economie Mixte (SEM)

En adoptant la proposition de loi visant à sécuriser l'actionnariat des Sociétés Publiques Locales (SPL) et des Sociétés d'Economie Mixte (SEM), le Sénat a opéré une clarification législative pour sécuriser les SPL et SEM en activité qui ont généré en 2018 26,4 milliards d'euros de valeur ajoutée et 276 000 emplois.

En considérant, le 14 novembre 2018, qu'une collectivité territoriale ne pouvait participer au capital d'une SPL que si l'intégralité de l'activité de la SPL relevait des compétences de ladite collectivité, le Conseil d'État a porté *un coup d'arrêt à la possibilité de plus en plus utilisée par les collectivités territoriales de constituer ensemble, sous forme d'entreprise, des opérateurs communs pour gérer un certain nombre d'activités dans des conditions permettant mutualisation, économies de gestion et donc des marges de manœuvre financières supplémentaire.*

Interpellée par de nombreux élus du Chablais qui se trouvaient dans une situation inconfortable avec leur SPL suite à cette décision du Conseil d'Etat, j'étais intervenue sous forme d'une question écrite sur ce sujet, en décembre dernier, auprès du ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, question restée sans réponse à ce jour.

Cette proposition de loi très courte a pour objet de clarifier le cadre législatif des sociétés publiques locales et des sociétés d'économie mixte pour sécuriser leur existence à la suite d'un récent arrêt du Conseil d'État SPL et SEM.

Désormais, l'article 1 de ce texte précise qu'une collectivité territoriale peut prendre des participations dans une SPL dont l'objet social comprend au moins l'une de ses compétences. De même, une collectivité ne peut confier à une SPL dont elle est actionnaire, que des missions relevant de ses compétences.

L'article 2 confirme, quant à lui qu'une collectivité locale peut prendre des participations dans une SEM dont l'objet social comprend au moins l'une des compétences.

J'appelle de mes vœux que l'Assemblée Nationale adopte rapidement ce texte en termes conformes pour lui permettre d'entrer en vigueur le plus rapidement possible.

Contact presse :

Anne-Gabrielle MATHIEU – Cabinet parlementaire de Sylviane NOEL

04 50 25 18 11 – ag.mathieu@sylvianenoel.fr